

SOUFIANE DJILALI, PRÉSIDENT DE JIL JADID :

«En 2008, la Constitution a été changée par un coup de force»

«Contre un 4^e mandat pour Abdelaziz Bouteflika, pour un changement pacifique», le «Front du refus» s'active dans la perspective de la présidentielle 2014. Dans le même temps, les pro-Bouteflika lui ont déjà publiquement exprimé leur soutien s'il venait à exprimer le désir de se représenter. Pour le président du jeune parti Jil Jadid, ce serait tout simplement du suicide si l'actuel locataire du palais d'El Mouradia venait à rester pour 5 ans encore. Dans cet entretien, il s'explique et parle des échos à l'appel du 30 mars dernier signé dans le même temps par Mohamed Mechat et Ahmed Benbitour dont le parcours plaide pour leur engagement dans cette initiative.

Le Soir d'Algérie : Il y a presque un mois, vous avez lancé — avec MM. Benbitour et Mechat — une initiative pour un front contre un 4^e mandat pour le président Bouteflika s'il venait à le briguer. Où en êtes-vous ?

Soufiane Djilali : En pleine action, si j'ose dire. Depuis la conférence du 30 mars, il y a eu une multitude de contacts. Notre appel a fait l'effet d'une décharge électrique autant dans le traditionnel microcosme politique que chez les citoyens. La presse s'est également beaucoup intéressée au sujet. J'ai été étonné par l'intérêt manifesté par la presse étrangère, surtout celle des pays du Golfe.

Quels sont les partis et les personnalités qui ont répondu positivement à votre appel ?

Plusieurs partis et personnalités ont voulu en savoir plus sur la question. Cependant, tant qu'ils n'ont rien annoncé par eux-mêmes, je n'ai pas le droit moral de les citer. A ce sujet, je ne vous cache pas que j'aurais aimé entendre le président Zeroual nous dire ce qu'il en pense. Après tout, il est encore l'un des rares hommes dans ce pays à avoir un vrai crédit moral. C'est le moment aussi pour les nombreux moudjahiddine et autres membres de la «famille révolutionnaire» de nous dire si l'Algérie d'aujourd'hui est celle pour laquelle leurs frères de combat sont morts en martyrs et que si eux-mêmes en sont satisfaits. Ils ont eux aussi un devoir moral envers la patrie.

Pensez-vous qu'une telle initiative est réaliste compte tenu de votre capacité à lever un lièvre (excusez la métaphore) de cette envergure ?

Je sais que Jil Jadid est encore tout jeune, mais il représente une voix pour la nouvelle génération. Le poids moral de l'admirable Mohamed Mechat et le poids politique incontestable de Ahmed Benbitour ont fait que, symboliquement, l'initiative a pu avoir un écho aussi puissant. Il faut dire qu'au fond, les Algériens ont un besoin vital de changement... nous l'avons exprimé tout haut.

Quel contenu donneriez-vous à un premier bilan politique de cette initiative ?

Il est trop tôt pour faire le bilan. Nous sommes au début d'un long processus. Nous sommes conscients que le pouvoir actuel n'a aucune envie de se réformer, de revoir sa copie et surtout de rentrer chez lui. Notre initiative est un point de départ pour



Photo : Samir Sid

un travail politique de longue haleine. Je ne saurais vous dire quel en sera le destin. Seulement, aujourd'hui, l'opinion publique sait qu'il y a une opposition au régime de Bouteflika. Il y a des personnalités qui s'expriment et qui veulent s'engager en fonction de leurs convictions. Les Algériens sont fatigués de voir leur classe politique conduite par le bout du nez par les puissants du moment.

Quelle est votre position par rapport à ce qu'on appelle le «groupe des dix partis politiques» qui appellent aussi à la constitution d'un «front du refus» à un 4^e mandat pour l'actuel locataire du Palais d'El Mouradia ?

Nous leur disons bienvenus dans l'opposition. D'ailleurs, certains d'entre eux sont en contact avec nous. S'ils réussissent à s'entendre pour former une opposition sérieuse et solide, cela nous aidera dans notre démarche, quitte à ce que chaque groupe reste autonome. Pour nous, il ne s'agit pas de monter une alliance électorale, mais de donner de nouveaux horizons à l'action politique pour aller vers la construction de l'Etat de droit et de la démocratie.

Pour beaucoup, les jeux sont déjà faits concernant la réforme de la Constitution et la présidentielle de 2014, et ils affirment que tout ce tapage médiatique n'est fait que pour faire illusion...

Ceux qui pensent ainsi sont des adeptes du fatalisme. Il est possible que Bouteflika impose ses amendements constitutionnels et qu'il soit désigné pour un 4^e mandat et qu'il nomme un vice-président proconsul de la République. Mais à quel prix ? La raison dit tout simplement que ce projet est suicidaire pour le pays. L'inverse aussi est possible, c'est-à-dire que le peuple algérien exprime son rejet catégorique du régime actuel. L'avenir politique du pays n'est pas écrit, c'est aux Algériens de le réaliser.

Si cela venait à être confirmé, serait-on devant un nouveau coup de force dont on a l'habitude depuis le coup d'Etat du 19 juin 1965 et autres «coups d'Etat scientifiques» ?

Ce serait le coup d'Etat de trop ! Autant, en 1965, on pouvait trouver des arguments pour justifier la destitution de Ben Bella, lui-même arrivé au pouvoir par un coup de force, autant l'histoire condamnera irrémédiablement le processus actuel de spoliation de la République. J'ai beau chercher sous toutes les coutures de bonnes raisons à ce que l'actuel président s'offre un autre mandat, je n'en trouve nulle part.

Avez-vous remarqué que ceux qui sou-

tiennent le 4^e mandat se nichent tous dans les arcanes du pouvoir ? Cherchent-ils à protéger l'intérêt supérieur de la nation ou à accomplir de misérables ambitions personnelles ? Peut-être saurons-nous un jour la contrepartie du «sacrifice par l'âme et par le sang» qu'un certain ministre semble disposé à offrir pour ce 4^e mandat ?

Farouk Ksentini, le président de la Commission nationale consultative pour la promotion et la défense des droits de l'homme (CNCPPDH), qui n'adhère pas à votre appel, considère que votre opposition à un 4^e mandat est antidémocratique et procède de la politique politicienne...

En homme de droit qu'il est, il connaît la règle qui dit que «nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude». N'est-ce pas que le président a fait modifier la Constitution en 2008 pour justement rendre légal ce qui était illégal ? Tout le monde sait que les équilibres des pouvoirs ont été profondément modifiés. La Constitution disposait justement que, dans ce cas, il fallait passer par un référendum, ce qui suppose l'ouverture d'un débat sérieux, pas d'un vote d'un Parlement béni-oui-oui.

D'ailleurs, l'histoire sera impitoyable avec ceux, partis et personnalités politiques, qui avaient marché dans la combine. La Constitution en 2008 a été changée suite à un coup de force. Comment se prévaloir d'un droit qui est fondamentalement illégitime ? Ensuite, et là aussi je n'apprends rien à personne, si Bouteflika brigue un 4^e mandat, c'est pour qu'il soit intronisé probablement avec, cette fois-ci, 99,99% de voix, n'est-ce pas ? La République a besoin d'un peu de sérieux tout de même !

Venons-en à votre parti Jil Jadid. Lors de sa fondation, vous aviez déclaré que vous n'étiez pas intéressé par la compétition électorale dans l'immédiat, mais vous l'avez fait. Considérez-vous aujourd'hui que l'implication de Jil Jadid dans la gestion des communes dont on connaît l'état de délabrement est une expérience à faire coûte que coûte ?

J'avais déclaré que les élections législatives n'étaient pas un objectif stratégique pour le parti. Nous venions à peine d'avoir l'agrément, et je répondais ainsi à ceux qui voulaient connaître notre pronostic sur le nombre de sièges que nous comptions gagner. Je disais d'ailleurs «entre 0 et 5 sièges». Sincèrement, sans le trafic, nous aurions eu les cinq sièges. Mais bon, je suis tout à fait satisfait de ne pas avoir à participer à l'actuelle APN. Il était important pour nous de faire cette première campagne électorale pour commencer à construire le parti, à le consolider avec des cadres de qualité, et surtout à propager son message. Notre participation aux élections locales nous a permis de récolter les premiers fruits de notre travail. La deuxième campagne, pour les APC, a été très instructive. J'estime qu'avec les moyens dont nous disposons et l'âge du parti, nous avons réalisé un bon score. Avec nos élus, nous essayons de faire un travail de fond. Il ne sera pas immédiatement visible, mais à la fin du mandat électoral, nous en ferons le bilan public. J'ai déjà rendu visite aux populations de ces APC. Nous avons fait des séances de travail avec les équipes des élus sur place. Nous allons y revenir encore. Sans le terrain, il ne sert à rien de créer un parti politique. Autant fonder un club de réflexion.

Quel a été l'état des lieux que vos élus ont trouvé lors de leur prise de fonction dans les 5 communes qui vous reviennent ?

Entretien réalisé par
Brahim Taouchichet

Très compliqué. Avoir la présidence de 7 APC (et non pas 5) qui plus est de grande envergure, c'est significatif. Les premiers jours, nos élus travaillaient de 7h à 22h, parfois plus. La demande citoyenne est telle qu'il leur faut avoir des nerfs d'acier.

Je vous rappelle que dès leur prise de fonction, nos élus étaient face au problème des jeunes chômeurs chassés des lieux commerciaux informels. Il y avait également le problème de la distribution des logements. Faut-il parler aussi de l'hygiène ? J'ai vu à Collo les tonnes d'ordures qui s'accumulaient en plein centre-ville.

Il a fallu plusieurs semaines et l'intervention à titre gracieux de certaines entreprises privées pour nettoyer la ville. Il fallait remettre en état le front de mer (je rappelle que Collo est une magnifique ville dressée dans une crique merveilleuse mais qui était à l'abandon !).

A Bel Abbès, dans la commune de Sidi Daho, il a fallu commencer tout simplement par remplacer toutes les ampoules de l'éclairage public qui avaient disparu depuis des lustres. Pourtant, les ampoules étaient là, depuis des années, dans les magasins de l'APC ! Khemis-Miliana, avec pratiquement 100 000 habitants, ou Oued Tlalat, avec la future usine automobile, sont autant de challenges pour nous. Faut-il encore vous décrire les mille et un problèmes que chaque jour les élus, avec la collaboration précieuse d'autres élus appartenant à d'autres formations politiques, doivent résoudre, à Sidi Boucidi, Rouiba, El-Eulma, Lakhdaria, Meftah, Tafraoui ou El-Gor. Je sais que les prérogatives des APC sont très limitées, mais je peux vous assurer que le travail ne manque pas pour ceux qui ont le courage et la volonté de faire quelque chose pour leur commune.

Quelle lecture faites-vous de la tournure politique prise par les revendications des jeunes des régions sud du pays ? Les mesures prises par les pouvoirs publics sont-elles à même de désamorcer durablement cette crise ?

Ce qui se passe au sud est un des symptômes les plus visibles de la faillite de la politique du régime actuel. Lorsque vous êtes sur place, vous vous rendez compte que le pays est à l'abandon. Je vous le jure que parfois, vous avez la boule au ventre et les larmes aux yeux lorsque vous constatez de visu le gâchis total. Je comprends les jeunes lorsqu'ils ressentent chez les gouvernants le mépris, l'arrogance et l'irresponsabilité. Au sud, mais aussi à l'est, à l'ouest ou au centre, nos dirigeants sont «sourds, muets et aveugles» devant l'ampleur des dégâts de leur politique.

Et ce qui m'inquiète le plus, c'est de voir cet affaissement moral dans le pays, une forme de nouvelle philosophie où l'égoïsme devient la seule issue pour que chacun sauve sa tête. L'échelle de valeurs a été saccagée. Mais en même temps, il y a une prise de conscience.

J'étais cette semaine à Laghouat où j'ai longuement discuté avec les jeunes de cette ville. Beaucoup d'entre eux sont très actifs dans les actuels mouvements de revendication. Il y a quelques mois à peine, ils étaient pour une forme de rébellion nihiliste, ils étaient «boycotteurs» actifs. Eh bien, beaucoup d'entre eux veulent croire maintenant en l'action politique et je suis fier d'avoir plusieurs d'entre eux à Jil Jadid ! N'est-ce pas là une raison de croire en l'avenir de ce pays ?

B. T.